

LA COMMUNICATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

De l'Association Ethique & Investissement

Comité Ethique du Fonds Nouvelle Stratégie 50 du 22 juin 2023

Secteur : Alimentation et boissons

Les membres d'E&I ont participé, le 22/06/2023, au comité éthique organisé chez Meeschaert pour l'analyse d'entreprises du STOXX600 dont les activités relèvent du secteur de l'alimentation et des boissons.

Quelques éléments de contexte qu'E&I pour sa part retient comme points de repères, en l'occurrence :

- Une utilité sociale indéniable : se nourrir est un besoin vital (voire bien plus) ; or famines et malbouffe restent des fléaux non éradiqués dans un moment de précarité (des populations) patente cf "pouvoir d'achat/reste à vivre" problématique dans bien des pays, anciennement industrialisés ou en développement.

- Des attentes sociétales fortes depuis les questions d'aménagement et de « ménagement » du territoire dans le respect de la Création -dont les êtres vivants qui la cultivent-, jusqu'à des considérations telles que la convivialité/commensalité, composante du « buen vivir » inhérent à la condition humaine, semble-t-il...

- La sécurité des denrées, liée aux conditions de fabrication, de stockage et de vente des produits alimentaires et de boisson, y compris, au nom de la RSE qui inclut les "parties prenantes", la santé des travailleurs (aux champs/à l'usine), des riverains et des consommateurs (cf les scandales récurrents du glyphosate voire, du chlordécone longtemps en usage intensif dans les bananeraies antillaises, par ex. ou les rappels de produits pour défaut de nos jours encore (Buitoni, Ferrero...) ; sans oublier celle de la Terre, qui sont les deux faces d'une même pièce selon la FAO avec le concept avéré, à l'aune des dernières pandémies mondiales, d'"Une seule santé", voilà qui implique des modèles agro-alimentaires à ré-ajuster en conséquence.

- La sécurité d'approvisionnement (voire, la "souveraineté alimentaire" quand toutes les conditions existent potentiellement) tributaire d'évènements géopolitiques (guerres, embargos, "blocus" et autres confinements) pèse sur la disponibilité des denrées et les prix (des matières premières, de la logistique, etc.) et donc l'accessibilité de ces produits parfois de première nécessité, proposés à la consommation.

Un secteur pourtant prometteur : le dernier Forum mondial de l'investissement, s'est focalisé sur "*les systèmes agroalimentaires, qui englobent les activités nécessaires pour l'accès à des denrées alimentaires, de leur lieu de production à leur lieu de transformation, de consommation et d'élimination*" les désignant comme "*essentiels pour relever les défis mondiaux que sont la malnutrition, la pauvreté, la perte de biodiversité et le changement climatique*" cibles centrales des ODD (Objectif pour le développement durable des Nations-Unies).

Quelques chiffres clés : alors que plus de 735 millions de personnes sur quelque 8 milliards d'habitants souffrent de la faim dans le monde (en hausse après un fléchissement, selon la FAO), environ 13 % des aliments produits sont perdus -entre la récolte et la vente au détail-, plus 17 % supplémentaires jetés à la poubelle, *in fine*. Soient, 250MT et 120MT de déchets alimentaires/an. Un gaspillage qui touche, en volume, tous les pays, même à bas revenus. Car, les services de restauration et les grandes et moyennes surfaces ont leur part de responsabilité dans le décompte, mais le record est détenu par les ménages selon Statistica ajoutant que la part de ce gaspillage alimentaire dans les émissions totales de CO2 du système alimentaire en 2021 est de l'ordre de 9%.

En France, avec 98% de PME composant le secteur, “*ancrage territorial, traçabilité, culture "bio" ou encore formation, rémunération et sécurité au travail des professionnels : la RSE dans l'agroalimentaire est indispensable*”, tance l'AFNOR en mettant en avant la norme ISO26030. “*L'influence de ce secteur d'activité est telle que les changements apportés peuvent avoir un impact positif majeur sur la transition écologique, et juguler en particulier l'impact climatique*” dont le secteur est à la fois victime et cause.

En amont donc, un monde agro-alimentaire en mutation(s) ou appelé à l'être, en divers point de sa chaîne de valeur et à l'aval, des consommateurs de plus en plus « regardants » (précarité oblige) voire, militants (d'où l'apparition d'étiquettes « écologique », nutritionnelle, voire “climat” en plus des labels faisant florès) : ces tensions placent les entreprises alimentaires et de boissons face à de nouveaux et lourds défis.

Dans l'espoir d'accompagner de nécessaires évolutions, justes, socialement, et durables, d'un point de vue économique et environnemental, E&I a pris vis à vis des sociétés présentées lors de ce Comité, éligibles à l'univers d'investissement du fonds NS50, à date, les décisions suivantes :

Tableau des décisions

Entreprise	Danone	Nestlé	Cocacola	Orkla	Lotus Bakeries
Décision	conserver	Ne pas intégrer	Ne pas intégrer	conserver	ne pas intégrer

Relevé des décisions

Nous avons conservé :

Danone : Une des premières sociétés à mission avec un comité dédié. Des programmes robustes sur le lait ou l'emballage. Des controverses (par exemple sur l'huile de palme) en berne et de niveau faible. A saluer : Premier rapport de transparence fiscale. Des indicateurs RH stables, ou en amélioration.

Orkla : Pas de comité RSE dédié ni d'indexation des rémunérations. Stratégie climatique exemplaire toutefois. Objectif de doublement pour les produits sains de bon augure. Peu d'informations sociales, avec quelques indicateurs divulgués peu rassurants. Une controverse sur les droits de l'homme au Ghana. A surveiller.

Nous n'avons pas intégré :

Nestlé : Comité durabilité dédié, avec rémunération des dirigeants indexée. Un (maigre) point positif RH relatif à la parité et la diversité. Un plan de réduction plastique mentionné et une stratégie climatique vers 1°5 sur sa trajectoire. Un rapport qualité /prix estimable mais pas celui du nutritionnel-santé, notamment lié à l'affaire Buitoni. Manque d'objectifs pour les approvisionnements. Trop de controverses dont niveau 3.

Coca Cola HBC : Utilité sociale pas convaincante. 80 % des ingrédients durables mais faible amélioration nutritionnelle. Des salariés couverts par des accords à 50 % seulement. Taux d'accidents en hausse. Peu d'ambition claire sur les objectifs de réduction de la consommation d'eau.

Lotus bakeries : Pas de comité dédié, ni d'indexation des rémunérations liés à des critères ESG. Bonne intégration des enjeux emballage et recyclage. Faible intérêt pour le nutritionnel. Démarche en cours mais sans stratégie claire sur objectif climat 1°5. Pas de plan sur l'eau ni la biodiversité. Indicateurs sociaux insuffisants.